

Vincent Orif

Maître de conférences en Droit privé



Expérience

Depuis 2017

Maître de conférences • Université Paris 13 Nord • IUT de Villetaneuse
• Département Carrières Juridiques

2013–2017

Maître de conférences • Université Caen Normandie • IUT de Caen •
Département Techniques de Commercialisation

2012–2013

Chargé d'enseignement • Faculté Libre de Droit

2009–2012

ATER • Université Paris 13 Nord • UFR Droit Sciences Politiques et
Sociales

Formation

Université Paris Nanterre, (2010)

- Docteur en droit, Mention très honorable avec, à l'unanimité, les félicitations du jury. Le jury a décidé de proposer la thèse à un prix de thèse et à une subvention pour la publication qui est autorisée en l'état.
- Prix de thèse de l'association française de droit du travail
- Subvention de l'école doctorale de Droit et de Science Politique de l'université Paris Ouest Nanterre la Défense

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (2004)

- DEA de Théorie et Pratique du Procès • Mention Assez Bien

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, (2003)

- Maîtrise de Carrières Judiciaires et Sciences Criminelles • Mention Assez Bien

Principaux enseignements

- Procédure civile
- Droit processuel
- Contentieux du travail
- Contentieux social lié aux obligations de santé et de sécurité de l'employeur
- Droit du travail – Relations individuelles
- Introduction au Droit
- Droit des contrats spéciaux
- Droit des contrats bancaires
- Droit des contrats
- Responsabilité civile extra-contractuelle




Université Paris 13
99 Avenue Jean-Baptiste
Clément, 93430 Villetaneuse



vincent.orif@univ-paris13.fr



<https://iutv.univ-paris13.fr/>

- 
- Droit de l'entreprise
 - Droit des sociétés

Responsabilités administratives et pédagogiques

Depuis 2019

Membre élu du Conseil d'Institut • Université Paris 13 Nord • IUT de Paris 13 Villetaneuse

Depuis 2017

Responsable pédagogique de la Licence Professionnelle Assurance, Banque, Finance, Mention Chargé de clientèle particuliers • Université Paris 13 Nord • IUT de Paris 13 Villetaneuse • Département carrières juridiques

Depuis 2017

Membre élu du Conseil de département • IUT de Paris 13 Villetaneuse • Département carrières juridiques • Université Paris 13 Nord

2015-2017

Responsable pédagogique de la Licence Professionnelle Gestion et Mise en Valeur des Sites Touristiques et Culturels • Université de Caen Normandie • IUT de Caen • Département techniques de commercialisation

2014-2016

Membre élu du Conseil de département • IUT de Caen • Département techniques de commercialisation • Université de Caen Normandie

2012

Représentant des membres non-permanents de l'IRDA • Université Paris 13 Nord

Thèmes de recherches

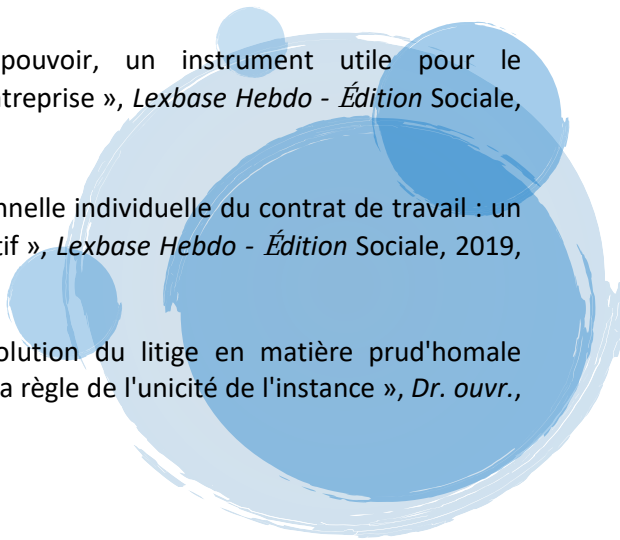
Droit judiciaire privé • Contentieux social • Institutions juridictionnelles • Droit du travail


Publications

Thèse

- *La règle de l'unicité de l'instance*, L.G.D.J., Bibliothèque de droit social, Tome 56, 2012, préface S. AMRANI-MEKKI

Études

- « La délégation de pouvoir, un instrument utile pour le fonctionnement de l'entreprise », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2019, n°787
 - « La rupture conventionnelle individuelle du contrat de travail : un bilan globalement positif », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2019, n°775
 - « Concentration et évolution du litige en matière prud'homale depuis l'abrogation de la règle de l'unicité de l'instance », *Dr. ouvr.*,
- 




2019, n°847, p. 75-85

- « Les implications de l'indépendance relative entre le contentieux social et le contentieux pénal », *RDT*, 2018, n°6, p. 420-424
- « La réforme sans fin de la procédure prud'homale », Note sous décret numéro 2017-1008 du 10 mai 2017, *Gaz. Pal.*, 2017, n°28, p. 42-45
- « Les nouveaux blocs de compétences », *Dr. soc.*, 2017, n°7-8, p. 618-623
- « L'élaboration dans la loi J21 d'un modèle général d'action de groupe : un essai à transformer ; Note sous Loi numéro 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle », *Gaz. Pal.* 2017, n°5, p. 80-86
- « L'appel prud'homal en pleine effervescence », *Dr. ouvr.* 2017, n°822, p. 14-32
- « Le rapprochement entre la procédure prud'homale et le droit commun procédural », *Gaz. Pal.* 2016, n°29, p. 47-51
- « Vers la nomination des conseillers prud'hommes et au-delà », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2016, n°652
- « Quels commandements pour la nouvelle procédure prud'homale ? », *Dr. soc.* 2015, n°10, p. 819-825
- « Loi "Macron" : dispositions relatives à la justice prud'homale (article 258) - première partie », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2015, n°623
- « Loi "Macron" : dispositions relatives à la justice prud'homale (article 258) - seconde partie », *Lexbase Hebdo - Édition Sociale*, 2015, n°623
- « Rémunération et performance : les pouvoirs limités de l'employeur », *CSB*, 2014, n° 264, p. 377-379
- « La perte d'une chance en droit de la responsabilité civile », *RRJ*, 2012-2, p. 241 – 257
- « La règle de l'unicité de l'instance à l'épreuve du projet de réforme de la procédure orale », *RDT*, oct. 2010, p. 594-599

Notes sous arrêts

- « L'irrecevabilité des preuves ne respectant pas les normes de la CNIL » ; note sous Cass. soc., 27 mars 2019, n° 17-31.715 ; *Gaz. Pal.*, 2019, n°27, p. 49-50
- « Nouveaux enseignements pour le juge et les parties en matière de liquidation de l'astreinte » ; note sous Cass. 2^e civ., 6 juin 2019, n°18-




15.311 ; *JCP G*, 2019, n° 29, p. 1408-1411

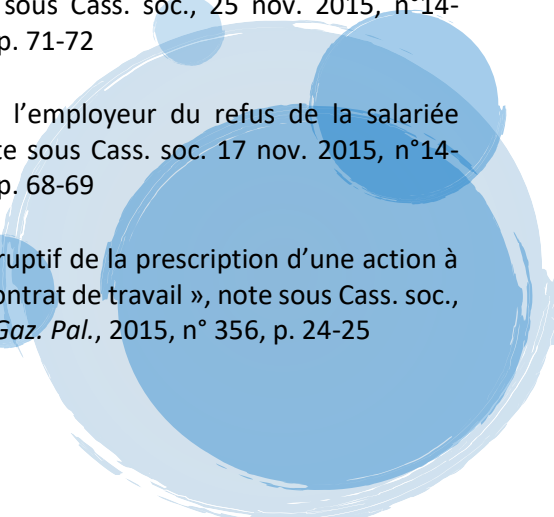
- « La survie de la procédure d'appel sans représentation obligatoire en cas de poursuite d'un recours en révision devant une Cour d'appel de renvoi » ; obs. Cass. 2^e civ., 27 juin 2019, N°18-12.615 ; *JCP G*, 2019, n° 29, p. 1407
- « Le contrôle précis du décret numéro 2016-660 du 20 mai 2016 par le Conseil d'État » ; note sous CE, 6^e et 5^e ch. réu., 30 janv. 2019, n°401681, *Gaz. Pal.*, 2019, n°16, p. 54-59
- « Les conséquences logiques d'une confusion illogique », Obs. sous Cass. 2^e civ., 21 mars 2019, n° 17-10.663, *JCP G*, 2019, n°15, p. 696
- « Une contestation contre une saisie des rémunérations peut être formée après l'acte de saisie », obs. sous Cass. 2^e civ., 31 janv. 2019, n° 17-31.234, *JCP G*, 2019, n°8, p. 353
- « Le maintien de la compétence du juge judiciaire en matière de prestations services au titre du régime d'assurance chômage », note sous Cass. soc., 18 oct. 2018, n°18-70.009, *Gaz. Pal.*, 2019, n°4, p. 61-62
- « Le renforcement de la protection du droit d'agir en justice contre le licenciement », note sous Cass. soc., 21 nov. 2018, n°17-11.122, *Gaz. Pal.*, 2019, n°4, p. 59-61
- « Les modes de transmissions précis de la déclaration d'appel en matière prud'homale », note sous Cass. 2^e civ., 6 sept. 2018, n°17-18.728, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, p. 75-76
- « L'indispensable évolution du litige en cas de demande d'intervention forcée en appel », note sous Cass. soc., 4 juill. 2018, n°16-29.051, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, p. 71-73
- « Revirement de jurisprudence concernant le délai de prescription en vue de la contestation d'un licenciement pour motif économique » ; note sous Cass. soc., 20 sept. 2018, n°s 17-11.546, 17-11.547, 17-11.549 et 17-11.553, *Gaz. Pal.*, 2018, n°41, page(s) 52-54
- « L'exercice immédiat des voies de recours en cas d'excès de pouvoir du bureau de conciliation et d'orientation refusant de constater un désistement » ; note sous Cass. soc., 11 avril 2018, n°16-14.853, *Gaz. Pal.*, 2018, n°28, p. 61-62
- « Clarification de la répartition des contentieux entre le juge prud'homal et le juge de la sécurité sociale », note sous Cass. soc., 3 mai 2018, n°16-26.850, *Gaz. Pal.*, 2018, n°28, p. 55-57
- « La compétence du juge administratif pour apprécier la validité d'une rupture conventionnelle signée par un salarié protégé » ; note sous Cass. soc., 20 déc. 2017, n°16-14.880, *Gaz. Pal.*, n°17, p. 66-67



- « Une notification erronée concernant la juridiction compétente ne fait pas courir le délai de forclusion », note sous Cass. 2e civ., 25 janv. 2018, n°17-10.401, *Gaz. Pal.*, 2018, n°17, p. 60-62
- « La notification de l'arrêt de cassation à une première partie fait courir le délai pour saisir la cour d'appel de renvoi », note sous Cass. soc., 5 oct. 2017, n°15-14.793, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 61-62
- « La nécessaire preuve par l'employeur du respect du droit aux congés payés annuels du salarié » ; note sous Cass. soc., 21 sept. 2017, n°16-18.898, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 47-48
- « Le mode désignation des défenseurs syndicaux est conforme aux droits et libertés garantis par la Constitution » ; note sous Cass. soc., 20 sept. 2017, n°17-40.047, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 43-44
- « L'incidence de la qualification du contrat d'un enseignement sur la compétence du juge prud'homal » ; note sous Cass. soc., 21 sept. 2017, n°16-21.139, *Gaz. Pal.*, 2018, n°5, p. 42-43
- « Décision reconnaissant l'existence d'un contrat de travail : tierce opposition ouverte au dirigeant poursuivi pour insuffisance d'actif » ; note sous Cass. soc., 17 mai 2017, n°14-28.820, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 71-72
- « Seule une partie à un jugement prud'homal a la qualité pour interjeter appel contre ce jugement » ; note sous Cass. soc., 29 juin 2017, n°15-24.836, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 67
- « La possible production en justice de courriers électroniques issus d'une messagerie professionnelle en l'absence de déclaration à la CNIL » ; note sous Cass. soc., 1er juin 2017, n°15-23.522, *Gaz. Pal.*, 2017, n°37, p. 63
- « La portée restreinte d'une solution classique de la procédure orale », note sous Cass. soc., 21 sept. 2017, n°16-20.104, *JCP G*, 2017, n°42, p. 1887-1890
- « La consécration de l'obligation de discrétion du défenseur syndical » ; note sous Cons. Constit., 7 avr. 2017, décision n°2017-623, QPC, *Gaz. Pal.*, 2017, n°28, p.48-49
- « Il ne faut pas confondre la formation de référé et le bureau de jugement qui statue en la forme des référés » ; note sous Cass. soc., 8 déc. 2016, n°15-19.439, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p.74-76
- « Le droit à la preuve d'un syndicat peut justifier la production d'éléments portant atteinte à la vie personnelle des salariés » ; note sous Cass. soc., 9 nov. 2016, n°15-10.203, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 66-69
- « La possible saisine sur requête du président du tribunal de grande instance pour solliciter la production de pièces par l'employeur » ;



note sous Cass. soc., 18 janv. 2017, n°15-18.271, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 62-64

- « Le juge prud'homal peut trancher une demande de réparation d'un préjudice résultant d'une collusion d'intérêts entre avocats initiée par l'employeur » ; note sous Cass. soc., 22 févr. 2017, n°15-26.075, *Gaz. Pal.*, 2017, n°17, p. 59-60
 - « Le juge ne doit pas appliquer une autre règle de prescription abrégée que celle invoquée par le défendeur », note sous Cass. soc., 6 juill. 2016, n°15-11.138, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 61-62
 - « L'absence d'identité de parties en raison du défaut de qualité à agir du comité d'entreprise », note sous Cass. soc., 13 juill. 2016, n°15-14.801, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 62-63
 - « L'incidence du respect des délais de consultation du comité central d'entreprise sur la recevabilité de sa demande », note sous Cass. soc., 21 sept. 2016, n°15-13.363, *Gaz. Pal.* 2016, n°42, p. 64-65
 - « Le défaut de qualité pour agir d'une salariée pour solliciter la révision des modalités de calcul des cotisations versées par l'employeur », note sous Cass. 2e civ., 17 déc. 2015, n°14-29.125, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 57-58
 - « L'appréciation de la nullité pour vice de fond tiré du défaut de pouvoir du représentant en justice d'un syndicat », note sous Cass. soc., 26 janv. 2016, n°14-11.992, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 63-64
 - « L'appréciation de l'impartialité lorsqu'un ascendant du salarié appartient à la même section que les conseillers prud'hommes devant trancher le litige », note sous Cass. soc., 13 janvier 2016, n°14-21.803, *Gaz. Pal.* 2016, n°18, p. 69-70
 - « Précisions utiles sur le domaine de la règle de l'unicité de l'instance en cas de transmission universelle du patrimoine entre deux sociétés », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-11.321, *Gaz. Pal.*, 2016, n° 6, p. 59-61
 - « L'appréciation du trouble manifestement illicite par le juge des référés en cas de licenciement lié à la dénonciation de faits de harcèlement moral », note sous Cass. soc., 25 nov. 2015, n°14-17.551, *Gaz. Pal.*, 2016 n° 6, p. 71-72
 - « La preuve nécessaire par l'employeur du refus de la salariée d'exécuter son travail », note sous Cass. soc. 17 nov. 2015, n°14-17.969, *Gaz. Pal.*, 2016 n° 6, p. 68-69
 - « L'extension de l'effet interruptif de la prescription d'une action à l'autre en cas d'identité de contrat de travail », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-17.895, *Gaz. Pal.*, 2015, n° 356, p. 24-25
- 



- « La conception restrictive du principe selon lequel nul ne peut se contredire au détriment d'autrui », note sous Cass. soc., 22 sept. 2015, n°14-16.947, *Gaz. Pal.*, 22 décembre 2015 n° 356, p. 25-26
- « Les incidences de l'effet dévolutif de l'appel sur la liquidation de l'astreinte », note sous Cass. soc., 20 oct. 2015, n°14-10.725, *Gaz. Pal.*, 2015 n° 356, p. 39-40
- « L'annulation d'une transaction réglant les conséquences d'une rupture conventionnelle du contrat de travail », note sous Cass. soc., 25 mars 2015, n°13-23.368, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 263-265, p. 17-18
- « La confirmation de la dispense pour les avocats d'avoir un pouvoir spécial pour concilier », note sous Cass. soc., 10 juin 2015, n°14-11.814, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 263-265, p. 23-24
- « L'exigence de motivation sous surveillance étroite », note sous Cass. soc., 2 juill. 2015, n°13-26.437, *Lexbase Hebdo – Édition sociale*, 2015, n°612
- « La recevabilité de l'intervention volontaire des salariés dans le cadre d'une procédure collective », obs. Cass. com., 2 juin 2015, n°13-24.714, *JCP G*, 2015, n°25, act. 723, p. 1204
- « Le régime singulier des voies de recours ouvertes contre les décisions de la commission arbitrale des journalistes », note sous Cass. soc., 15 avril 2015, n°13-27.759, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 165-167, p. 33-34
- « Le salarié doit prouver que les documents de l'entreprise sont strictement nécessaires à l'exercice des droits de la défense », note sous Cass. soc., 31 mars 2015, n°13-24.410, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 165-167, p. 25-26
- « Les implications de la succession d'une action provisoire et d'une action au fond pour lutter contre un harcèlement moral », note sous Cass. soc., 9 déc. 2014, n°13-16.045, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 67-69, p. 35-36
- « Les incidences de l'impartialité devant les juridictions prud'homales », note sous Cass. soc., 2 déc. 2014, n°13-16.717, et Cass. soc., 19 nov. 2014, n°13-16.718, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 67-69, p. 27-29
- « La théorie de l'émission appliquée à la formation d'une demande en justice valant demande de liquidation de pension », note sous Cass. soc., 19 novembre 2014, n°13-22.360, *Gaz. Pal.*, 2015, nos 67-69, p. 21-22
- « L'adieu aux élections prud'homales », note sous Cons. const., décision n° 2014-704 DC, du 11 déc. 2014, *Lexbase- Édition sociale*, 2014, n°596



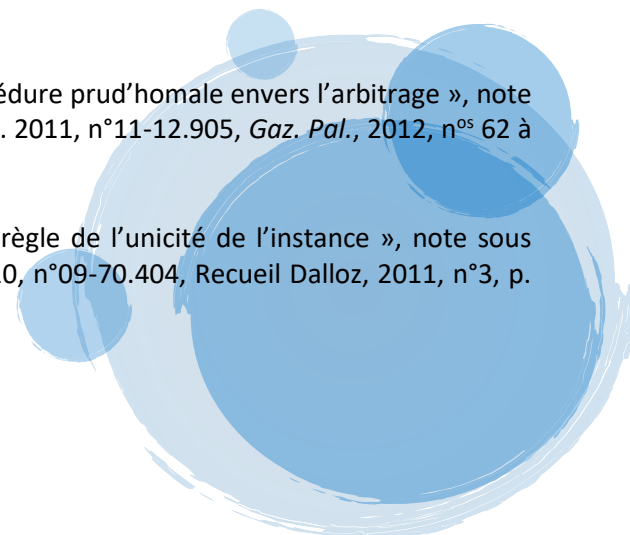
- « L'absence d'incidence sur la compétence du conseil de prud'hommes de la délivrance d'un certificat par un organisme de sécurité sociale étranger », note sous Cass. soc. 29 sept. 2014, n°13-15.802, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 355-357, p. 34-35
- « Le maintien d'une interprétation critiquable de la règle de l'unicité de l'instance », Note sous Cass. soc., 21 octobre 2014, n°13-19.786, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 355-357, p. 31-32
- « Le juge d'appel doit vérifier si la demande était justifiée lorsque le juge des référés a statué », note sous Cass. soc., 21 janvier 2014, n°12-20.757, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 33-34
- « Le contrôle de la motivation de l'ordonnance de la formation de référé du conseil de prud'hommes », note sous Cass. soc., 12 juin 2014, n°13-11.679, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 30-31
- « L'inexécution d'une décision exécutoire par l'employeur constitue un trouble manifestement illicite », note sous Cass. soc., 4 juin 2014, n°13-14.605, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 250-252, p. 29-30
- « La recevabilité de l'appel formé contre un jugement statuant sur le refus de l'AGS de régler une créance », note sous Cass. soc., 26 mars 2014, n°12-27.138, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 145-147, p. 43-44
- « L'exécution sans réserve d'un jugement assorti partiellement de l'exécution provisoire vaut acquiescement », note sous Cass. soc., 21 janvier 2014, n°12-18.427, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 145-147, p. 42-43
- « On ne badine pas avec l'impartialité », note sous Cass. soc. 8 avr. 2014, n°13-10.209, *Lexbase Hebdo- Édition sociale*, 2014, n°569
- « Le contrôle des conditions de l'arrêt de l'exécution provisoire d'un jugement ordonnant la réintégration d'un salarié », note sous Cass. soc., 26 nov. 2013, n°12-18.447, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 45-46
- « Les effets sur l'instance d'appel de l'inexécution d'une décision assortie de l'exécution provisoire », note sous Cass. soc., 15 oct. 2013, n°12-23.854, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 44-45
- « L'omission de statuer du juge ne motivant pas le rejet de toutes les demandes », note sous Cass. soc., 9 oct. 2013, n°12-12.113, *Gaz. Pal.*, 2014, n°s 68-70, p. 40-41
- « Les liaisons dangereuses du désistement et de la procédure prud'homale », note sous Cass. soc., 21 janv. 2014, n°12-20.264, *Lexbase Hebdo - Édition sociale*, n°559
- « Il ne faut pas sauver la règle de l'unicité de l'instance », note sous CA Colmar, Ch. soc., section A, 5 décembre 2013, RG n°12/01893, et CA Poitiers, Ch. soc., 11 déc. 2013, RG 12/04505, *CSB*, n°260, p. 109-112



- « Les incidences des exigences du procès équitable sur la rupture du contrat de travail », note sous Cass. soc., 18 déc. 2013, n°12-27.383, *Lexbase Hebdo - Édition sociale*, n°554
- « Le pouvoir disciplinaire de l'employeur face aux exigences du procès équitable », note sous Cass. soc., 9 oct. 2013, n°12-17.882, *RDT*, 2014, n°1, p. 58-61
- « Les pièges persistants de la règle de l'unicité de l'instance », note sous Cass. soc., 25 sept. 2013, n°12-13.965, *Dr. soc.*, 2014, n°1, p. 64-67
- « Les questions procédurales posées par l'ouverture de magasins le dimanche », note sous Cass. soc., 10 juill. 2013, n°12-12.181, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 342-344, p. 37-38
- « L'influence de la connaissance de la convention collective applicable dans l'entreprise sur le point de départ de la prescription », note sous Cass. soc., 25 sept. 2013, n°11-27.693, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 342-344, p. 22-23
- « L'identification délicate du juge compétent », note sous Cass. soc., 29 mai 2013, n°11-20.074, *Dr. soc.*, 2013, n°9, p. 764-766
- « Les effets de l'article 528-1 du Code de procédure civile après une ordonnance de référé », note sous Cass. 2e civ., 6 juin 2013, n°12-21.683, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 41-42
- « Le contrôle précis de l'objet d'une transaction », note sous Cass. soc., 24 avril 2013, n°11-15.204, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 26-27
- « La radiation de l'instance prud'homale n'implique pas la perte de l'effet interruptif de la prescription d'une demande en justice », note sous Cass. 1re civ., 10 avr. 2013, n°12-18.193, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 244-246, p. 35-36
- « L'influence de l'action d'un candidat aux élections sur la recevabilité de l'action d'un syndicat », note sous Cass. soc., 27 févr. 2013, n°11-60.195, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 144-145, p. 17-18
- « L'appréciation de l'intérêt collectif de l'action d'un syndicat », note sous Cass. soc., 12 févr. 2013, n°11627.689, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 144-145, p. 15-16
- « La règle de l'unicité de l'instance suppose une demande formée devant le juge prud'homal », note sous Cass. soc., 18 déc. 2012, n°11-13.813, *Dr. soc.*, 2013, n°3, p.290-291
- « Une transaction ne peut avoir pour objet de mettre fin à un contrat de travail », note sous Cass. soc., 15 déc. 2012, n°11-15.471, *Gaz. Pal.*, 2013, n°s 67-68, p. 35



- « La compétence du conseil de prud'hommes pour trancher un litige relatif à l'octroi d'actions à un salarié », note sous Cass. soc., 11 sept. 2012, n°11-26.045, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 33-34
- « Le contrôle des conditions des actions des syndicats professionnels », note sous Cass. soc., 11 sept. 2012, n°11-22.014, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 29-30
- « La saisine du juge prud'homal n'interdit pas systématiquement une saisine postérieure du juge pénal », note sous Cass. crim., 4 sept. 2012, n°11-86.911, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 31-32
- « Le juge examine les demandes selon l'ordre fixé par les parties », note sous Cass. soc., 26 sept. 2012, n°11-14.742, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 342-343, p. 41-42
- « Le cadre précis de l'arrêt de l'exécution provisoire de droit d'une décision du bureau de conciliation ordonnant une provision sur salaire », note sous Cass. soc., 12 avr. 2012, n°11-14.896, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 20-21
- « L'incompétence du conseil de prud'hommes pour trancher un litige opposant un salarié à un organisme se substituant aux obligations légales de l'employeur », note sous Cass. soc., 5 avr. 2012, n°11-14.020, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 28-29
- « L'indispensable déclaration d'appel pour attaquer un jugement de sursis à statuer », note sous Cass. soc., 13 juin 2012, n°11-12.913, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 253-255, p. 42-43
- « Le renforcement de la péremption en matière prud'homale », note sous Cass. soc., 28 fév. 2012, n°10-26.562, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 146-147, p. 34-35
- « L'impartialité d'une cour d'appel ne s'apprécie pas comme celle d'un conseil de prud'hommes », note sous Cass. soc., 10 janv. 2012, n°10-28.027, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 146-147, p. 35-36
- « Violation d'une transaction réglant les conséquences de la rupture du contrat de travail : compétence du juge prud'homal », note sous Cass. com., 15 nov. 2011, n°10-26.028, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 62 à 63, p. 28
- « L'hostilité de la procédure prud'homale envers l'arbitrage », note sous Cass. soc., 30 nov. 2011, n°11-12.905, *Gaz. Pal.*, 2012, n°s 62 à 63, p. 29
- « Le renouveau de la règle de l'unicité de l'instance », note sous Cass. soc., 16 nov. 2010, n°09-70.404, Recueil Dalloz, 2011, n°3, p. 227-231





Projets collectifs

- Rédaction d'une contribution intitulée « Le filtre de la recevabilité des demandes nouvelles : analyse comparée de la procédure prud'homale et du droit commun procédural », in V. Donier et B. Lapérou (dir.), *L'accès au juge. Recherche sur l'effectivité d'un droit*, Bruylant, 2013, spéc. p. 596-609
- Rédaction d'un chapitre intitulé (avec M. Roccatti) « Une cohérence issue des stratégies judiciaires », in L. Sinopoli et I. Omarjee (dir.), *Les actions en justice au-delà de l'intérêt personnel*, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2014 (à paraître), p. 243-267

Colloques

- Intervention sur « L'encadrement juridique du contrat d'apprentissage visant à favoriser la formation en alternance » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de droit de l'Université d'État de Biélorussie (septembre 2018). Le thème de l'atelier était *La jeunesse et la loi*.
- Intervention sur « Les ruptures du contrat de travail à l'initiative du salarié » (avec D. Mari et D. Medjahed) lors d'un colloque organisé à l'Université de Caen Normandie (mai 2017). Le thème du colloque était *La rupture du contrat de travail*. Publication à la revue *Droit ouvrier*, 2017, n° 829, p. 456-468
- Intervention sur « Passé, présent et futur de la règle de l'unicité de l'instance » lors d'un colloque organisé à l'Université d'Aix-Marseille (juin 2016). Le thème du colloque était *Réforme de la justice prud'homale : état des lieux et questions d'actualité*. Publication à la revue *Semaine Juridique Social* 2016, n°34, p. 26-31
- Intervention sur « La réforme des juridictions prud'homales au regard du droit à un procès équitable » lors d'un colloque organisé à l'Université de Bordeaux (mars 2016). Le thème du colloque était *Droits fondamentaux et contentieux sociaux*. Publication à la revue *Droit ouvrier* 2016, n°816, p. 387-399
- Intervention sur « Les freins à la mise en œuvre des mesures d'instruction en droit du travail » (avec N. Hoffschir) lors d'une journée d'études organisée par l'Université Paris Nanterre (décembre 2015). Le thème de cette journée d'études était *Les freins à la lutte contre les discriminations*. Publication à la *Revue des droits de l'homme* [En ligne], 9 | 2016, mis en ligne le 07 mars 2016, URL : <http://journals.openedition.org/revdh/2053>
- Intervention sur « Le juge de la mise en état » (avec E. Tessereau) lors d'un colloque organisé à l'Université Caen Normandie (novembre 2015). Le thème du colloque était *L'instruction du procès civil*. Publication à la *Gazette du Palais*, 2015, nos 359-363, p. 15-20
- Intervention sur « Les obligations de l'employeur en application du



droit à un environnement sain » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2015). Le thème de l'atelier était *Le droit à un environnement sain : délimitations et implication*.

- Intervention sur « Les difficultés de financement de l'accès au juge » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2013). Le thème de l'atelier était *Les missions prioritaires de l'Etat de notre temps : le financement de l'Etat social, le développement de l'économie nationale, la garantie de la sécurité, de la protection juridique et des libertés des citoyens*.
- Intervention sur « L'harmonisation progressive du droit des relations individuelles du travail dans l'Union européenne » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2012). Le thème de l'atelier était *Harmonisation des systèmes juridiques nationaux et intégration régionale : état de lieux et perspectives*.
- Intervention sur « La conciliation comme mode de résolution des litiges individuels du travail en droit français » lors de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs à la Faculté de droit de l'Université d'État de Biélorussie (juin 2011). Le thème de l'atelier était *Formes et règles des modes alternatifs de résolution des conflits en Biélorussie, en France et en Allemagne*.

Direction scientifique de colloques et séminaires

Novembre 2019

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « La réception de la nouvelle procédure prud'homale par les acteurs du procès du travail » • Université Caen Normandie

Mai 2017

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « La rupture du contrat travail » • Université Caen Normandie

Novembre 2015

Co-directeur scientifique (avec V. Mikalef-Toudic) du colloque consacré à « L'instruction du procès civil » • Université Caen Normandie

Depuis 2014

Co-directeur (avec K. Peglow, A. Colin-Lebedev, U. Hellman et V. Satolin) de l'atelier de recherche trinational franco-germano-biélorusse pour chercheurs • Université Paris Nanterre • Université Postdam • Université d'État de Biélorussie

Formations professionnelles

- Demi-journée de formation de magistrats, « Le juge de la mise en état », Formation Organisée par l'École Nationale de la Magistrature à Paris (Novembre 2016)



- Journée de formation de conseillers prud'hommes, direction d'un atelier intitulé « Pour une procédure prud'homale plus efficace », rassemblement national des conseillers CFDT intitulé *Prud'hommes 2014 : les défis de demain* (Décembre 2014)
- Journée de formation de conseillers prud'hommes concernant la règle de l'unicité de l'instance. Journée organisée par l'Institut des Sciences Sociales du Travail de l'Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne (Octobre 2011)

